L'édito

«Les beautés de la patri-ii-ie»

Que celles et ceux qui se sentent fiers d'être Suisses lèvent la main! En temps normal, cet appel fait un bide. C'est culturel. Ici, on affiche une grande modestie de façade, on n'en pense pas moins, mais on ne va pas le crier sur les toits. Et puis, nous avons acheté pendant des années une panoplie de gadgets où il était écrit: la Suisse n'existe pas. Ça dissuade de mettre des drapeaux à la fenêtre.

Sauf que voilà. Il y a quelque chose de changé au pays du gruyère. Au moment où le championnat d'Europe de football féminin se termine, il faut bien admettre que Suisses et Suissesses sont allés au stade comme les autres pour encourager leur équipe. Ils se sont réjouis de leurs victoires comme les voisins, et il y a en a même qui ont commencé à chanter l'hymne national jusqu'au couplet sur «les beautés de la patrie». C'est un progrès notable dans un pays où l'on ne connaît souvent que la première phrase, celle qui parle d'un soleil et de son brillant réveil.

Jusque-là, rien de révolutionnaire. Une équipe qui gagne, ça remonte le moral de la nation. C'est tellement connu que de nombreux politiciens essaient régulièrement de mettre cet atout dans leur poche. La nouveauté, cette année en Suisse, c'est le revirement d'un pays qui a longtemps boudé les Jeux olympiques et les autres grands rendez-vous internationaux similaires.

La nouveauté, c'est le revirement d'un pays qui a longtemps boudé les JO et les autres grands rendez-vous internationaux similaires.

Lors de cet Euro de football, la billetterie des stades a fonctionné au-delà des espérances. Les audiences TV ont atteint des niveaux jamais vus pour du sport féminin. Et même le bilan sécuritaire ne gâche pas la fête, comme on le voit trop souvent à l'étranger lors des manifestations de football. À quelques heures de la finale, la Suisse est déçue en bien d'avoir fait si bonne figure dans cette manifestation, avec les résultats de l'équipe et en réservant un bel accueil aux nombreux visiteurs.

Quand on a connu les campagnes politiques vénéneuses des années 90 contre l'organisation des JO en Suisse, quand il fallait absolument refuser ces délires trop grands, trop chers et trop polluants, ce retournement de situation est aussi inattendu qu'un but espagnol à la 113e minute de jeu. Cette Suisse qui a souvent dit merde aux grands rendez-vous sportifs s'est prise au jeu. Et peut-être même aux Jeux, si notre pays obtient bel et bien l'organisation des JO d'hiver de 2038.

Observons que le virage n'est pas seulement sportif. Il y a quelques semaines, la ville de Bâle a organisé la finale du Concours Eurovision de la chanson dans une ferveur très comparable. Là aussi, on a entendu les mêmes bémols dans les mois qui ont précédé l'événement. Ce serait trop grand, trop polluant et trop cher pour nous. Ces inquiétudes n'ont pas empêché les organisateurs bâlois de dribbler les problèmes avec la légèreté d'une Iman Beney. Et l'Eurovision a aussi envoyé une magnifique carte postale de la Suisse à l'international.

À quelques jours du 1er août, cette fête où l'on se demande traditionnellement où va la Suisse, il faut bien observer que le pays s'est découvert une nouvelle passion et une nouvelle fierté. L'important n'est plus seulement de participer, mais aussi d'organiser des fêtes réussies. À l'échelle de notre pays, c'est une révolution.

Jocelyn Rochat
Journaliste

jocelyn.rochat@lematindimanche.ch

La guerre des langues repart sur l'enseignement du français

Cohésion nationale Dans douze cantons alémaniques sur 19, l'apprentissage de la langue de Molière en primaire est menacé. Le rôle du PLR est pointé du doigt.

Florent Quiquerez

Parler d'enseignement en plein cœur des vacances scolaires peut paraître étonnant. Mais le faire juste avant le 1er Août prend tout son sens. Car c'est une question de cohésion nationale qui agite le pays. L'affaire touche à l'enseignement du français outre-Sarine. Un compromis avait été trouvé en 2004, mais la hache de guerre a été déterrée. Ainsi, dans douze cantons alémaniques sur 19, des propositions sont pendantes pour supprimer l'enseignement de la langue de Molière au primaire. La plupart n'en sont encore qu'au stade du Législatif, mais deux cantons les ont déjà mises en œuvre: Appenzell Rhodes-Intérieures et Uri.

Si d'autres devaient suivre, c'est tout le concordat intercantonal qui volerait en éclats. Celui-ci prévoit en effet que deux langues étrangères doivent être introduites en primaire, dont une langue nationale. Et si la nouvelle donne est à même d'inquiéter les Romands, c'est qu'aujourd'hui déjà l'anglais est préféré au français comme première langue enseignée *(voir ci-dessous)*.

«Le PLR a joué avec des allumettes dans la grange»

Cette inquiétude est partagée par Christophe Darbellay. Le conseiller d'État valaisan est en effet le président de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Depuis l'émergence de ces velléités contre ce que les Alémaniques appellent le «français précoce», il ne cesse de rappeler l'importance d'un tel enseignement pour la cohésion nationale. Contacté, il développe: «Cette situation est l'un des effets de la globalisation, qui entraîne une perte d'identité. C'est dans ce genre de situation qu'il faut se souvenir de ce qu'est notre pays: apprendre les langues nationales est bien plus qu'une question pédagogique, c'est un fondement de notre *Willensnation*», explique le Valaisan.

Christophe Darbellay est aussi sévère à l'égard du PLR qui, sous l'impulsion de son président, Thierry Burkart, s'est engagé contre l'enseignement des langues étrangères au primaire. «Il a joué avec des allumettes dans la grange, lâche-t-il. Après un long débat, les cantons se sont mis d'accord sur un compromis voici vingt ans. Thierry Burkart a décidé de le torpiller en instrumentalisant l'école à des fins électorales. Si mes collègues PLR romands sont exemplaires et résistent à ce discours, ce dernier est en train de s'immiscer dans les cantons alémaniques, même ceux qui sont proches de la Suisse romande.»

L'assemblée du PLR a en effet adopté le 22 juin 2024 un papier de position sur l'enseignement intitulé: «L'école obligatoire est à bout de souffle: retour à sa mission initiale». Un des points exige qu'à l'école primaire, la priorité soit donnée à l'apprentissage de la première langue. Les autres devant être enseignées plus tard.

Directement pointé du doigt, comment réagit Thierry Burkart? Nous avons posé la question au service de communication du PLR, qui réfute toute pression du président sur l'adoption de ce papier de position réalisé par un groupe de travail dont l'Argovien ne faisait pas partie. Il rappelle aussi que le document a été validé par les membres du PLR par 249 voix contre 4, et 7 abstentions. Sur le fond, le PLR maintient ses arguments pour retarder l'enseignement des langues étrangères. Son discours recoupe celui en provenance des cantons qui doutent du français précoce. L'idée est de se concentrer sur les connaissances de base à l'école obligatoire, afin de les consolider. Celles-ci se sont dégradées ces dernières années, comme l'a encore montré récemment une étude de la CDIP.

«Apprendre les langues nationales est bien plus qu'une question pédagogique, c'est un fondement de notre «Willensnation.»

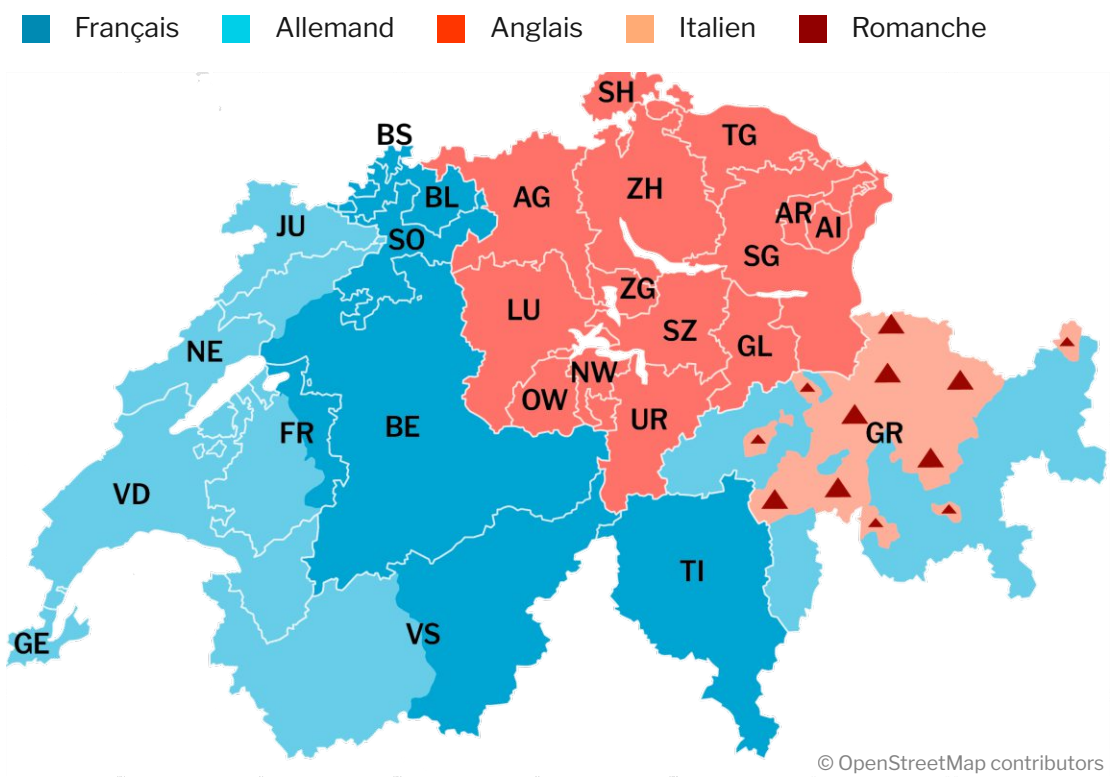
Christophe Darbellay
Conseiller d'État (Le Centre/VS)

Le PLR rappelle aussi qu'en 2019, un rapport de l'Institut du plurilinguisme à Fribourg arrivait à la conclusion que le français précoce ne présentait pas d'avantage mesurable. Ainsi, selon ses auteurs, les enfants qui commencent le français dès la 3e année scolaire (5e HarmoS), et qui ont donc davantage de leçons, ne le maîtrisent pas mieux à la fin de leur scolarité que ceux qui le commencent deux ans plus tard. Le parti ne voit pas non plus d'at-

Les profs alémaniques ne veule

Sondage Outre la surcharge de travail, les enseignants int

Quelle est la première langue étrangère enseignée dans chaque canton?



Année scolaire 2023-2024

Carte: I. Caudullo;Source: CDIP

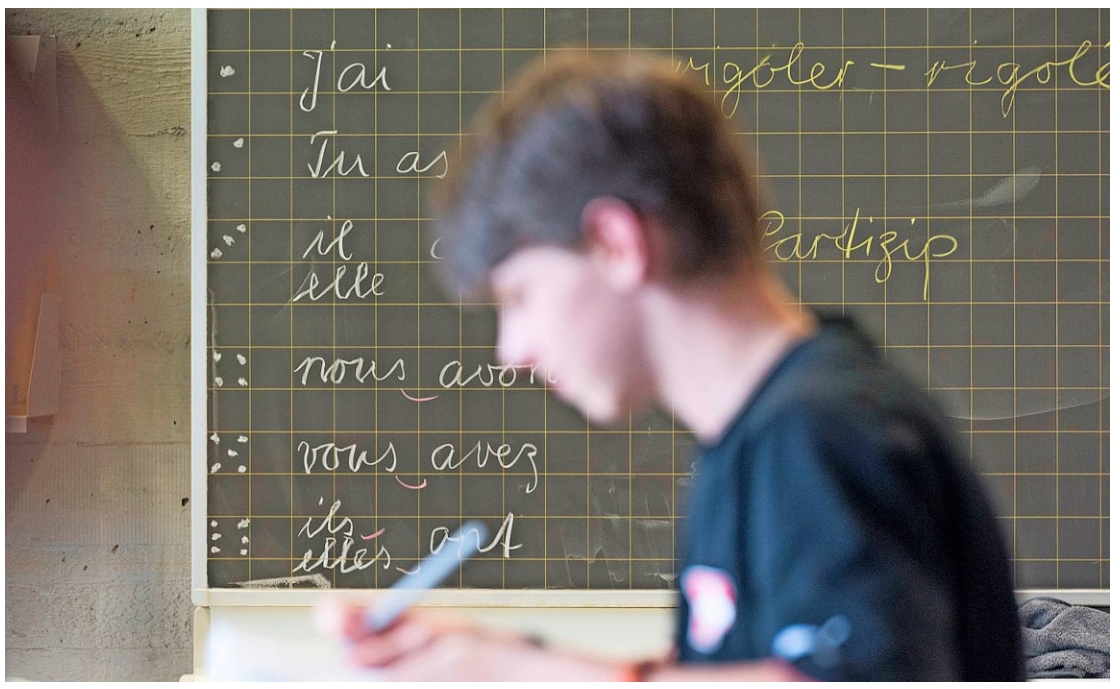
Dans cette situation déjà tendue autour de l'apprentissage des langues, c'est un sondage réalisé en Suisse alémanique qui n'a rien de rassurant. Deux tiers des enseignants seraient opposés au maintien de deux langues étrangères à l'école primaire. Et si une seule devait être gardée, l'anglais serait préféré au français.

Ces résultats publiés fin juin sont le fruit d'une enquête menée par Starke Schule beider Basel (SSbB), association bâloise active sur les dossiers pédagogiques et qui se décrit elle-même comme «critique» vis-à-vis du concordat intercantonal.

Le sondage a été lancé après la publication de l'étude de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, qui montrait les lacunes des élèves dans plusieurs domaines, dont les langues étrangères. Près de 900 habitants des cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne y ont participé. Mais ce qui le rend pertinent, c'est qu'il y a plus de 80% d'enseignants dans le lot.

On peut retenir trois principales informations:

1. Déjà, une nette majorité (66,3%) se prononce en faveur d'une réduction du nombre de



La langue de Molière a du plomb dans l'aile en Suisse alémanique. Urs Jaudas

nt plus du français en primaire

errogés pointent du doigt des résultats peu convaincants.

taque à la cohésion nationale, étant donné qu'on parle de l'enseignement des langues étrangères en général, et non pas simplement du français. D'ailleurs, l'assemblée du PLR a expressément prévu que les cantons dits «ponts», à savoir bilingues ou trilingues, puissent tenir compte de leur situation spécifique dans la mise en œuvre de cette revendication. Ainsi, si une seule langue étrangère doit être maintenue à l'école obligatoire, alors il doit s'agir d'une langue nationale. Et de rappeler que le PLR demande également dans ce papier de position l'examen d'un renforcement des échanges linguistiques afin de favoriser la cohésion nationale.

En Suisse romande, le PLR est à la tête de l'Instruction publique dans trois cantons: Vaud, Genève et Neuchâtel. Nous avons demandé aux responsables des deux premiers ce qu'ils pensaient de ces menaces contre l'enseignement du français à l'école obligatoire, et sur le rôle joué par leur parti.

Du côté de Genève, Anne Hiltpold «n'a pas de commentaire à faire», nous répond son service de presse.

Le Vaudois Frédéric Borloz, lui, est plus prolixe. Et il le dit clairement: il faut s'inquiéter de cette situation. «Apprendre une autre langue nationale, c'est une nécessité en Suisse au nom de la cohésion nationale. Ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faut reculer. Bien au contraire, on doit chercher à s'améliorer. C'est la responsabilité de nos cantons de trouver des solutions pour améliorer l'enseignement de l'allemand en Suisse romande, et du français en Suisse alémanique. Il faut être innovant, créatif et assumer un certain volontarisme.» Frédéric Borloz n'hésite pas non plus à se mettre en porte à faux avec son parti. «Il faut être réaliste. Retarder le début de l'apprentissage d'une langue nationale, le reporter au minimum de deux ans, donc démarrer au secondaire I, ce sera forcément affaiblir cette langue. Car les grilles horaires en 9e, 10e et 11e *(ndlr: HarmoS)* sont trop chargées pour que l'on puisse augmenter significativement la dotation dans la langue nationale à apprendre. À la fin, les compétences de nos jeunes dans l'autre langue nationale diminueront, et l'anglais s'imposera toujours davantage. La Suisse, ce n'est pas favoriser la communication entre Confédérés en anglais. Ce n'est en tout cas pas le pays que je souhaiterais pour les dix ou vingt prochaines années.»

Elisabeth Baume-Schneider, prête à intervenir

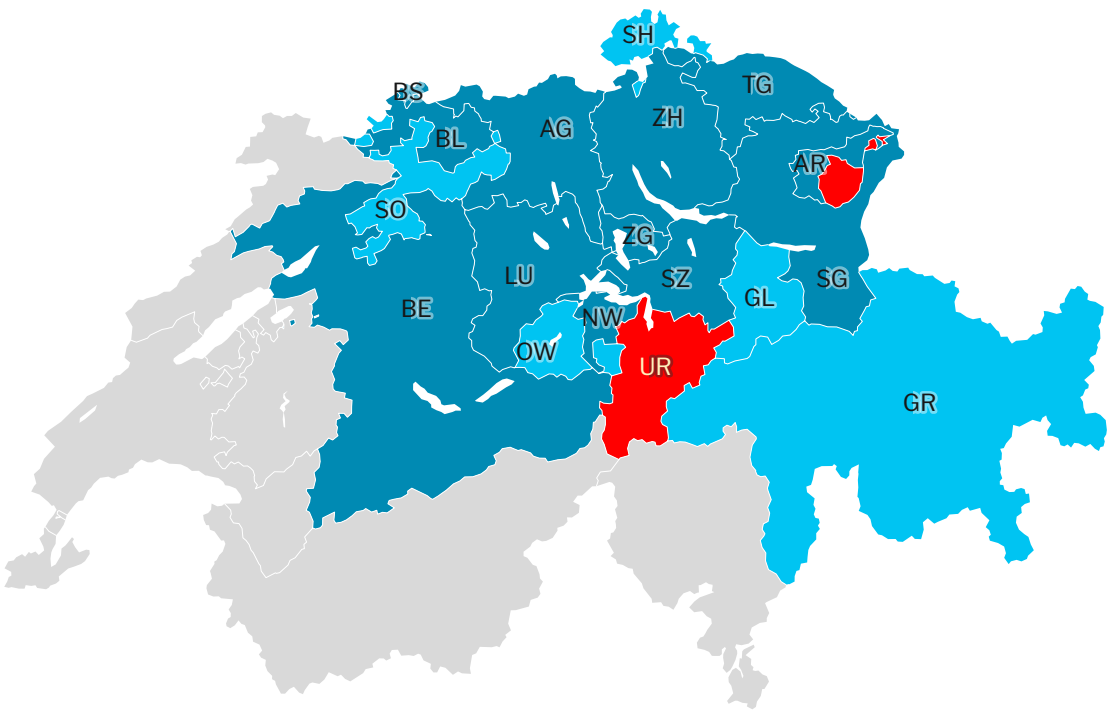
À quelques semaines de la rentrée scolaire, et alors que le fossé semble s'élargir entre les différentes visions de l'enseignement – le PLR n'est de loin pas la seule force politique à demander de revoir l'enseignement des langues – la Confédération devrait-elle hausser le ton? Christophe Darbellay en est convaincu. Pour lui, il serait temps que la conseillère fédérale chargée du dossier, Elisabeth Baume-Schneider, sonne la fin de la récréation, comme Alain Berset l'avait fait voila dix ans.

Questionnée à ce sujet lors de la session de juin par Martin Candinas (Le Centre/GR), la conseillère fédérale s'est dite prête à bouger. «Actuellement, certains cantons remettent en question l'ordre dans lequel on apprend le français et l'anglais, mais pas seulement: surtout, ils pensent à les introduire à l'école secondaire. Concernant cet élément, le Conseil fédéral estime qu'il doit intervenir.» Bien que l'école soit une compétence des cantons, l'article 62 de la Constitution précise en effet que «si les efforts de coordination n'aboutissent pas à une harmonisation de l'instruction publique concernant la scolarité obligatoire [...], la Confédération légifère dans la mesure nécessaire».

Saisissant la balle au bond, Martin Candinas a alors déposé une interpellation pour savoir «comment et quand la Confédération doit intervenir». Et preuve que cette question de l'enseignement des langues dépasse largement la querelle pédagogique, son intervention parlementaire a été cosignée par 48 élus issus de tous les partis et de toutes les régions linguistiques.

Le français à l'école primaire est menacé dans la majorité des cantons alémaniques

Des propositions sont pendantes dans douze cantons alémaniques pour supprimer le français en primaire. Deux d'entre eux sont déjà passés à l'acte.



Aucune velléité de supprimer le français en primaire
Le français en primaire est menacé
Le français est déjà repoussé au secondaire

Carte: can, cb; Traduction: dhl;Source: CDIP

langues étrangères enseignées au primaire. Les enseignants pointent du doigt la surcharge de travail, pour des résultats peu convaincants et qui seraient obtenus au détriment de l'allemand ou des mathématiques.

2. Si une seule langue étrangère était encore enseignée dans les écoles primaires, 53,1% souhaiteraient que ce soit l'anglais, contre 34,5% le français et 12,4% n'ont pas de préférence. L'anglais est plus accessible et motive davantage les élèves à le parler, est-il précisé, notamment en raison de sa présence dans les médias et de son usage quotidien.

3. Enfin, à la question de savoir «Quand faut-il commencer la première langue étrangère?» seuls 30,1% répondent en 3e année (5e HarmoS). Avec 37,6%, c'est la 5e année (7e HarmoS) qui est préférée comme point de départ.

«En raison du très grand nombre de participants, l'enquête peut être considérée comme significative», précise l'association. Et le fait qu'elle ait été réalisée à Bâle, un canton proche géographiquement et culturellement de l'espace francophone, n'a rien de rassurant pour les partisans de l'enseignement du français en primaire.

L'anglais l'emporte déjà sur le français

Le concordat sur les langues est un accord conclu en 2004 entre les différents cantons pour harmoniser l'enseignement des langues étrangères. Appelé HarmoS en Suisse romande et Lehrplan 21, il exige notamment l'enseignement de deux langues étrangères à l'école obligatoire.
Selon cet accord, une de ces langues doit être une langue nationale (allemand, français, italien ou romanche), la seconde peut être l'anglais ou une autre langue nationale. La première est souvent enseignée dès la 3e (5e HarmoS), la seconde peu après, en général dès la 5e (7e HarmoS).
En Suisse romande, l'allemand est partout la première langue enseignée à l'école. De l'autre côté de la Sarine, la réciproque est minoritaire. Seuls les cantons bilingues de Berne, Fribourg, Valais, ainsi que les cantons limitrophes de la Suisse romande, comme Soleure, Bâle-Campagne et Bâle-Ville font de même. Dans le reste des cantons alémaniques, la langue de Shakespeare est enseignée avant le français.

L'été «normal» revient mardi

Météo L'air se réchauffe en début de semaine, et il fera 24 à 25 degrés le 1er août.

Ne rangez pas vos parapluies: la rincée va continuer encore un peu, avant le retour progressif de températures plus clémentes d'ici au 1er août. «L'été n'est pas fini», résume Frédéric Glassey. Le spécialiste de MeteoNews précise qu'il ne faut pas craindre de nouvel épisode caniculaire cette année avant la mi-août, s'il devait s'en produire un.

Pour les jours qui viennent, l'évolution du thermomètre sera caractérisée par deux séquences. «La première est humide, instable et avec des averses. Elle court jusqu'à lundi soir. À partir de mardi, la situation va s'améliorer de manière sensible», précise le météorologue.

Lundi, les températures resteront inhabituellement fraîches, avec un maximum de 18 degrés à Lausanne, 19 à Sion et 20 à Genève. Pour le 1er août, en revanche, il faut s'attendre à des températures de 24 à 25 degrés, dans les normales saisonnières.

Le ciel est menaçant au-dessus de Nyon le 24 juillet 2025, au Paléo Festival. Chantal Dervey

«La leçon de cet été, c'est que des températures qui nous paraissaient normales il y a vingt ou trente ans nous semblent désormais anormales, observe Frédéric Glassey. Quand on a une journée de juillet où il fait 25 degrés, soit une journée d'été tout à fait standard, on se dit que ce n'est pas super chaud. Parce que nous avons été habitués à des moyennes exceptionnelles ces dernières années. Personnellement, je trouve que cet été 2025 est juste normal, statistiquement parlant. Ça peut encore arriver, même dans un climat qui se réchauffe.»

Pas de record ce week-end

Cet été finalement «normal» a été marqué par deux séquences très différentes. Tout a commencé par un gros coup de chaud en juin, quand un dôme de chaleur a bloqué une grosse masse d'air africain au-dessus de nos têtes et provoqué le premier épisode de canicule. La situation a fondamentalement changé en juillet, sous l'influence d'une goutte froide venue du nord de l'Europe, que les météorologues appellent aussi une dépression en altitude. Cette masse d'air instable est responsable des perturbations observées ces derniers jours.

Bonne nouvelle pour les agriculteurs et les jardiniers, cette goutte froide nous apportera encore de la pluie un peu partout jusqu'à lundi soir. Et des épisodes orageux restent possibles localement dans les jours qui suivent. «C'est une détente bienvenue, notamment pour les incendies de forêt. Après un mois de juin très chaud et sec, la crainte d'une sécheresse et de difficultés d'approvisionnement en eau était importante au moment d'aborder cet été», note Frédéric Glassey.

La dépression d'altitude restera très influente jusqu'à fin juillet. Après avoir rafraîchi la France et la Suisse, la goutte froide poursuit sa route vers d'autres régions d'Europe qui souffraient de très fortes chaleurs. La moitié est de la France est concernée, de même que la Corse, la Sardaigne, la Sicile et l'Afrique du Nord.

Dans toutes ces régions, le risque de battre le record européen de la journée la plus chaude est désormais écarté. Selon toute vraisemblance, la petite commune sicilienne de Floridia, à l'ouest de Syracuse, restera en haut de ce classement, avec ses 48,8 degrés enregistrés le 11 août 2012.

Un dernier mot sur la canicule, qui a beaucoup fait parler ces derniers jours. Tout est parti d'une analyse de MeteoNews, qui a relevé des similitudes entre le début de l'été 2025 et le fameux été caniculaire de 2003. Ces deux années ont en effet été marquées par un mois de juin très chaud, suivi d'un mois de juillet plus froid que la moyenne. Faut-il pour autant imaginer que le mois d'août 2025 sera aussi caniculaire que le mois d'août 2003? Le scénario est imaginable, mais pas avant la seconde quinzaine du mois, répond Frédéric Glassey. Selon les modèles, les températures vont rester dans les normales de saison jusqu'à la mi-août.

Jocelyn Rochat